

## Aurélia SCHAHMANECHE

Professeure des universités  
Agrégée de droit public

Faculté de droit Julie-Victoire Daubié  
Université Lumière Lyon 2  
4 bis rue de l'Université  
69365 Lyon Cedex 07  
[aurelia.schahmaneche@univ-lyon2.fr](mailto:aurelia.schahmaneche@univ-lyon2.fr)



### PRESENTATION SYNTHETIQUE DE LA CARRIERE

Agrégée des facultés de droit, Aurélia Schahmaneche est professeure de droit public à la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié de l'Université Lumière Lyon 2, membre de l'Unité de recherches « Droits, contrats, territoires » (EA 4573) et membre-associée de l'Institut européen des droits de l'homme (EA 3976).

Après avoir soutenu sa thèse de doctorat sur « La motivation des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme en 2012 à l'Université Montpellier 1 (thèse primée par deux fois et publiée aux éditions Pedone), Aurélia Schahmaneche a été Maître de conférences à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne de septembre 2013 à août 2018. Période durant laquelle elle a notamment co-dirigé le Master AlterEurope (co-accreditation Université Jean Monnet de Saint-Etienne, ENS de Lyon et Sciences po Lyon). Admise au 1<sup>er</sup> concours national d'agrégation de droit public en mai 2018, elle est Professeure à la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié de l'Université Lumière Lyon 2 depuis septembre de la même année. Dans cette Faculté, elle exerce les fonctions de Coordinatrice du Groupe d'experts interne des sections CNU 01 et 02 chargé de procéder au recrutement des MCF, PR et ATER au sein de la faculté (depuis septembre 2019), de Référente « Hybridation » auprès du Service de pédagogie du supérieur de l'Université (depuis septembre 2020), de co-directrice du Master 2 Droits de l'homme (depuis septembre 2021) et de co-responsable de l'Axe « Droits fondamentaux » de l'Unité de

recherche « Droits, Contrats, Territoires ».

Elle est membre du Conseil scientifique de la Fondation René Cassin (depuis juillet 2021) et membre du Conseil scientifique du Concours Cassin (depuis septembre 2021).

Ses travaux de recherche portent principalement sur l'office de la Cour européenne des droits de l'homme (son autorité, le processus d'élaboration de ses décisions de justice, l'exécution de ses arrêts, sa jurisprudence), les droits et libertés fondamentaux, les interactions entre droit de la Convention européenne des droits de l'homme, droit national et/ou droit de l'Union européenne.

### CURRICULUM VITAE

#### I. Etat civil

- Nom et prénom : Schahmaneche Aurélia
- Date et lieu de naissance : née le 11 janvier 1984 à Montpellier (France)

#### II. Parcours universitaire

Sept. 2018...	<i>Professeure des universités à la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié, Université Lumière Lyon 2</i>
Juin 2018	<i>Admission au 1<sup>er</sup> concours national d'agrégation de droit public</i>
Oct. 2013	<i>Sous-admissibilité au 1<sup>er</sup> concours national d'agrégation de droit public</i>
2013-2018	<i>Maître de conférences à la Faculté de droit de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne</i>

juin 2013	<i>Prix de thèse René Cassin</i>
Mars 2013	<i>Prix de thèse Paul-Pierre Viard</i> , « Proposition à l'Académie française pour une thèse de haut niveau ».
Fév. 2013	<i>Qualification aux fonctions de Maître de Conférences par le CNU, Section 02.</i>
Déc. 2012	<i>Doctorat de Droit public</i> <u>Titre de la thèse :</u> <i>La motivation des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme</i> <u>Date et lieu de soutenance :</u> 4 décembre 2012, Université Montpellier I, UFR Droit <u>Directeur de thèse :</u> Monsieur le Professeur Frédéric SUDRE <u>Jury :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme la professeure Laurence BURGOIN-LARSEN, (Rapporteur)</li> <li>• M. le conseiller d'état honoraire et ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme, Jean-Paul COSTA</li> <li>• M. le professeur Frédéric SUDRE</li> <li>• M. le professeur David SZYMCAK, (Rapporteur)</li> <li>• M. le professeur Alexandre VIALA</li> </ul> <u>Mention :</u> Très honorable, félicitations à l'unanimité, avec proposition en vue d'une publication de la thèse et de prix de thèse
2010-2012	<i>Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), Université Montpellier 1, UFR Droit, (quotité 50%).</i>
2007-2010	<i>Allocataire de recherche-monteur, Université Montpellier 1, UFR Droit. Formation au monitorat suivie à l'UFM de Montpellier.</i>
2006-2007	<i>Tutrice dans le cadre du dispositif d'aide à la réussite mis en place pour les étudiants de 1<sup>re</sup> année en Droit. Université Montpellier 1, UFR Droit.</i>
2006-2007	<i>Master 2 Recherche Droit public, parcours « Droit européen », Université Montpellier 1, UFR Droit. Major de promotion.</i>
2005-2006	<i>Master 1, parcours « Droit européen, international et droits de l'homme », Université Montpellier 1, UFR Droit. Major de promotion.</i>
2004-2005	<i>Licence en Droit, parcours « Droit européen et international », Université Montpellier 1, UFR Droit.</i>
2003-2004	<i>2<sup>e</sup> année de D.E.U.G. Droit, Université Montpellier 1, UFR Droit.</i>

### III. Activités d'enseignement

2020-2019	<i>Professeure de droit public, Faculté de droit Julie-Victoire Daubé, Université Lumière Lyon 2</i> ✓ Enseignements à Lyon 2 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit international et européen des droits de l'homme (CM), M1 Droit public</li> <li>- Droits économiques et sociaux : aspects internes et européens (Séminaire), M2 Droits de l'homme</li> <li>- La protection des libertés par le juge administratif (Séminaire), M2 Droits de l'homme</li> <li>- Droit de la santé, M1 Droit public</li> <li>- Droit de l'Union européenne, L2 Droit</li> <li>- Institutions internationales et européennes, L1 Droit</li> </ul> ✓ Enseignements dans d'autres établissements : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La protection des droits et libertés fondamentaux en France (CM), DU Droits fondamentaux, Faculté de droit de l'Université de Francfort</li> <li>- Religion et Convention européenne des droits de l'homme (Séminaire) DU Droit et Religion, Université de Montpellier</li> </ul>
2019-2020	<i>Professeure de droit public, Faculté de droit Julie-Victoire Daubé, Université Lumière Lyon 2</i> ✓ Enseignements à Lyon 2 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Droit international et européen des droits de l'homme (CM), M1 Droit public</li> <li>- Droit administratif des libertés (CM), M1 Droit public</li> <li>- Droits économiques et sociaux : aspects internes et européens (Séminaire), M2 Droit de l'homme</li> </ul> ✓ Enseignements dans d'autres établissements : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La protection des droits et libertés fondamentaux en France (CM), DU Droits fondamentaux, Faculté de droit de l'Université de Francfort</li> </ul>
2018-2019	<i>Professeure de droit public, Faculté de droit Julie-Victoire Daubé, Université Lumière Lyon 2</i> ✓ Enseignements à Lyon 2 :



- Droit international et européen des droits de l'homme (CM), M1
- Droit public
  - Droit administratif des libertés (CM), M1 Droit public
  - Droit de la santé (CM), M1 Droit public
  - La lutte contre les discriminations (Séminaire), DU Droit des étrangers
  - Droit des services publics (CM), M1 Droit public
  - Droit administratif (CM), L2 Droit
  - Institutions administratives et juridictionnelles (CM), L1 Droit

✓ Enseignements dans d'autres établissements :

- La protection des données à caractère personnel (Séminaire), Collège de droit, L3 Droit, Université de Montpellier
- Droit des services publics (Séminaire), IRA de Lyon

2013-2017

*Maître de conférences à la Faculté de droit de Saint-Étienne, Université Jean Monnet*

- Droit du Conseil de l'Europe (CM), M1 AlterEurope
- Contentieux des étrangers (Séminaire), M2 Professions de la Justice
- Juge administratif et Europe (CM), M1 Droit public
- Construction européenne (CM), L1 Droit
- Droit de l'Union européenne (CM), L3 AFS
- Droit européen (CM), L3 Administration publique
- Sources européennes du droit administratif (Séminaire), M2 Droit et Administration
- Droits et libertés fondamentaux (Séminaire), M2 Droit et Justice
- La peine de mort (Séminaire), Collège de droit, L1 Droit
- L'espace Schengen (Séminaire), Collège de droit, L1 Droit
- Droit administratif (CM), L2 AES
- Grands problèmes politiques européens (CM), L3 Droit
- Gestion des services publics (Séminaire), M2 Droit et Administration
- Nouvelles relation Etat-Collectivités territoriales (Séminaire), M2 Droit et Administration

2010-2012

*Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Montpellier 1, UFR Droit*

- Droit administratif (TD), L2 Droit
- Régime juridique des droits et libertés fondamentaux (TD), L3 Droit
- Droit de la Convention européenne des droits de l'homme (TD), M1 Droit public

2007-2010

*Allocataire de recherche – Moniteur à l'Université Montpellier 1, UFR Droit.*

- Droit communautaire matériel (TD), L3 Droit
- Droit institutionnel de l'Union européenne (TD), L3 Droit
- Institutions de l'Union européenne (TD), L1 Droit
- Droit de la Convention européenne des droits de l'homme (TD), M1 Droit public

#### IV. Responsabilités pédagogiques

*A compter de sept. 2021*

Co-direction du Master Droits de l'homme, Faculté de droit  
Julie-Victoire Daubié, Université Lumière Lyon 2

*A compter de sept. 2021*

Co-responsable de l'Axe « Droits fondamentaux » de l'Unité de Recherche « Droits, Contrats, Territoires », Faculté de droit  
Julie-Victoire Daubié, Université Lumière Lyon 2

*Depuis sept. 2020*

Direction de thèses

*Depuis sept. 2018*

Participation à des jurys de soutenance de thèse en tant que rapporteure ou examinatrice

*De 2015 à 2018*

Co-direction du Master AlterEurope (co-accreditation  
Université Jean Monnet Saint-Étienne, ENS de Lyon, Sciences  
po Lyon)

*Depuis 2013*

Direction de travaux de recherche et de rapports de stage en L3,  
M1 et M2

*De 2008 à 2012*

Encadrement d'étudiants en vue de leur participation au  
concours de plaidoiries Habeas Corpus

*2006-2007*

Tutorat auprès d'étudiants de Licence 1, Université Montpellier  
1, UFR Droit

#### V. Responsabilités administratives

*Depuis sept. 2020*

Référente « Hybridation » de la Faculté de droit Julie-Victoire  
Daubié auprès du Service de Pédagogie du supérieur de  
l'Université Lumière Lyon 2

Depuis sept. 2019 Coordinatrice du GEI (groupes d'experts interne) des sections CNU 01 et 02, Université Lumière Lyon 2

De 2017 à 2018

Membre du Comité de pilotage de la mention de Master « Etudes internationales et Europe » de l'Université de Lyon, et membre du Comité de perfectionnement de cette même mention.

## VI. Autres responsabilités

Depuis juill. 2021

Membre du Conseil scientifique de la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme

Depuis sept. 2021

Membre du Conseil scientifique du Concours René Cassin

## VII. Activités de recherche

### TRAVAUX REALISES

#### Ouvrages

- *La motivation des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme*, Paris, Pedone, 2014, 794 p.

Articles dans des revues, contributions dans des ouvrages collectifs

- « Quels défis, quelles évolutions pour la motivation de la Cour européenne des droits de l'homme dans les années à venir ? », in L. MILANO et K. BLAY-GRABARCZYK, *Les 70 ans de la Cour européenne des droits de l'homme*, Pedone, 2021, pp. 63-82.
- « La substance des droits entre convergence et spécificité : l'exemple du droit de la personne et de la famille », in M. AFROUKH et J. BONNET (dir.), *La Cour européenne des droits de l'homme et le Conseil constitutionnel : vers un nouvel équilibre*, Anthémis, coll. Droit et Justice, 2021.
- « La fonction consultative des autres cours supranationales de protection des droits de l'homme », in M. AFROUKH et J-P. MARCQUENAUD, *Le Protocole n° 16 à la CEDH*, éd. Pedone, 2020, pp. 33-72.

- « L'appel éloquent du juge PINTO DE ALBUQUERQUE à la protection des étrangers vulnérables », in P. PINTO DE ALBUQUERQUE (org.), *Droits de l'homme : les opinions séparées vue par la doctrine*, Lexis Nexis, 2020, pp. 701-706, co-écrit avec M. AFROUKH.
- « Le droit à l'autonomie personnelle » (obs. sous CEDH, *Pretly c/ Royaume-Uni*, n° 2346/02, 29 avril 2002), in F. SUDRE et al., *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 9<sup>e</sup> éd., 2019 ; 10<sup>e</sup> éd., 2022.
- « Prévue par la loi » (obs. sous CEDH, *Kruslin c/ France*, n° 11801/85, 24 avril 1990), in F. SUDRE et al., *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 9<sup>e</sup> éd., 2019 ; 10<sup>e</sup> éd., 2022.
- « Notions autonomes » (obs. sous CEDH, *Engel et al. c/ Pays-Bas*, n° 5100/71, 8 juin 1976), in F. SUDRE et al., *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 9<sup>e</sup> éd., 2019 ; 10<sup>e</sup> éd., 2022.
- « Le droit des étrangers au respect de la vie familiale » (obs. sous CEDH, *GC, Unier c/ Pays-Bas*, n° 46410/99, 18 oct. 2006), in F. SUDRE et al., *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 10<sup>e</sup> éd., 2022.
- « La liberté d'information » (obs. sous CEDH, *Miller c/ Suisse*, n° 10737/84, 24 mai 1988), in F. SUDRE et al., *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 10<sup>e</sup> éd., 2022.
- « Liberté de la presse » (obs. sous CEDH, *GC, Stoil c/ Suisse*, n° 69698/01, 10 déc. 2007), in F. SUDRE et al., *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 10<sup>e</sup> éd., 2022.
- « Liberté d'expression des fonctionnaires » (obs. CEDH, *Vogt c/ Allemagne*, n° 17851/91, 26 sept. 1995), in F. SUDRE et al., *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, PUF, 10<sup>e</sup> éd., 2022.
- « La dialectique des sources dans la caractérisation de la vulnérabilité en droit européen des droits de l'homme », in C. BOTTEUX-PICHERAL, *La vulnérabilité en droit européen des droits de l'homme*, Anthémis, 2019, pp. 63-100.
- « La convergence des standards constitutionnel et européen(s) de protection des données personnelles », in S. CURSOUX-BRUYERE, M. MONOT-FOULLETIER et A. THEVAND, *Maturité et utilité de la Constitution de 1958 dans le contexte européen*, *Politica*, déc. 2019, n° 36.
- « La motivation de la Cour européenne des droits de l'homme », in V. GOESSEL-LIHAN et J. HEYMANS (dir.), *Comment sont motivées les décisions de justice ?*, colloque « Les transversales de Lyon 2 », 2019, <https://transversales.org/>
- Brèves réflexions sur ce qui fait la grandeur d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme », in *Mélanges en l'honneur de Frédéric SUDRE. Les droits de l'homme à la croisée des droits*, Lexis Nexis, 2018, pp. 723-731.
- « La Cour européenne des droits de l'homme : nouveau pouvoir », contribution au colloque organisé par A-B. CAIRE sur le thème *Les nouveaux pouvoirs : approche pluraliste des foyers de création du droit*, Bruylant, 2017, pp. 33-58.



- « L'élaboration des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme », in F. MALHERRE (dir.), *L'élaboration des décisions des cours constitutionnelles et européennes*, Mission Droit et Justice, 2017, co-écrit avec C. MADELAINE, (30 pages), <http://www.gip-recherche-justice.fr/wp-content/uploads/2017/07/15.05-RAPPORT-ENAL-définitif.pdf>
- « La combinaison des critères du mode du conflit et de l'objet du conflit », in F. SUDRE (dir.), *Les conflits de droit dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, Bruylant, coll. Droit et Justice n° 109, 2014, pp. 85-158.
- « Le contrôle de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme », *RFDA*, 2014, n°5, pp. 935-945, en co-écrit avec M. AFROUKH et K. BLAVY-GRABARZCYK
- « La problématique d'une dimension unilatérale du dialogue », in C. PICHÉRAL (dir.), *Le dialogue des juges et l'europlématisation du droit administratif*, Montpellier, Cahiers de l'adcdh n° 13, 2012, pp. 89-181.
- « Pluralisme et motivation des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme », in *Pluralisme et juges européens des droits de l'homme*, M. LEVINET (dir.), Bruylant, 2010, 376 p., pp. 87-105.

## Notes de jurisprudence

- « Les demandes d'asile fondées sur la religion devant la Cour européenne des droits de l'homme : une protection à éclipses », (obs. sous arrêt CEDH, GC, F.G. c/ *Suède*, 23 mars 2016), *RTDH*, 2017, n° 110, pp. 351-367, en co-écrit avec M. AFROUKH.
- « La politique de l'asile », (obs. sous arrêt CJUE, GC, 5 sept. 2012, C-71 et C-99/11, *Bundesrepublik Deutschland c/ Y et Z*), *RDP*, 2013, n° 3, pp. 707-723.

## Chroniques de jurisprudence, veille de jurisprudence

- « Du nouveau revers essuyé par la Bulgarie en matière de surveillance secrète », zoom (obs. sous CEDH, 11 janv. 2022, n° 70078/12, *Ekinidzhiev et al. c/ Bulgarie*), *JCP G.*, 2022, n° 3.
- « Chronique de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », en collaboration avec F. SUDRE, B. PASTRE-BELDA et L. MILANO, *JCP G.*, doct. 39, 10 janv. 2022.
- « Nouvelles précisions sur le droit à l'oubli », veille (obs. sous CEDH, 25 nov. 2021, n° 77419/16, *Biancanti c/ Italie*), *JCP G.*, 2021, n° 50, 1333.

- « Le droit à l'humour ne permet pas tout », zoom (obs. sous CEDH, 2 sept. 2021, n° 46883/15, *Z.B c/ France*), *JCP G.*, 2021, n° 39, 996.
- « Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et droit administratif », chronique annuelle, *RFDA*, 2021, pp. 730 et s., co-écrit avec H. LABAYLE
- « Inconventionnalité de la condamnation pénale d'un ancien politique basque indépendantiste pour apologie de terrorisme », zoom (obs. sous CEDH, 22 juin 2021, n° 5869/17, *Etkizia Almandoz c/ Espagne*), *JCP G.*, 2021, n° 29, 811.
- « Chronique de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », en collaboration avec F. SUDRE, B. PASTRE-BELDA et L. MILANO, *JCP G.*, doct. 697, 21 juin 2021.
- « De la conventionnalité de l'amende infligée à un lanceur d'alerte », veille (obs. sous CEDH, 11 mai 2021, n° 21884/18, *Halet c/ Luxembourg*), *JCP G.*, 2021, n° 1, 553.
- « Parce que le droit au respect de la vie privée le vaut bien », zoom (obs. sous CEDH, 14 janv. 2021, n° 281/15 et 34445/15, *Société éditrice de Médiapart et al. c/ France*), *JCP G.*, 2021, n° 5, 125.
- « Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et droit administratif », chronique annuelle, *RFDA*, 2020, pp. 732 et s., co-écrit avec F. SUDRE et H. LABAYLE
- « Imprévisibilité de la loi fondant la sanction d'un parti politique auteur d'une application mobile », zoom (obs. sous arrêt CEDH, CEDH, GC, 20 janv. 2020, n° 201/17, *Magyar Kétfarkú Kutya Párt c/ Hongrie*), *JCP G.*, 2020, n° 6, 168.
- « Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et droit administratif », chronique annuelle, *RFDA*, 2019, pp. 731 et s., co-écrit avec F. SUDRE et H. LABAYLE
- « Conventionnalité du dispositif suédois d'interception des communications liées au renseignement extérieur », zoom (obs. sous CEDH, 19 juin 2018, n° 35252/08, *Centrum för rättvisa c/ Suède*), *JCP G.*, 2018, n° 28, 803.
- « Systèmes britanniques de surveillance de masse », zoom (obs. sous CEDH, 13 sept. 2018, n° 58170/13, 62322/14 et 24960/15, *Big Brothers Watch et al. c/ Royaume-Uni*), *JCP G.*, 2018, n° 39, 990
- « Insuffisance des garanties entourant l'émission d'un mandat de perquisition domiciliaire », veille de jurisprudence (obs. sous arrêt CEDH, *Modestou c/ Grèce*, 16 mars 2017, n° 51693/13), *JCP G.*, n° 14, 3 avril 2017, 384.

- « Impossibilité pour les parturientes tchèques d'être assistées à domicile par une sage-femme », veille de jurisprudence (obs. sous arrêt CEDH, GC, *Dubská et Krzjova c/ République Tchéque*, n° 15 nov. 2016, n° 28859/11 et al.), *JCP G.*, n° 48, 18 nov. 2016, 1291.
- « Application discriminatoire de la loi danoise sur le regroupement familial », veille de jurisprudence (obs. sous arrêt CEDH, GC, *Biao c/ Danemark*, n° 38590/10), *JCP G.*, n° 24, 13 juin 2016, 692.
- Exclusion du partenaire homosexuel non marié du bénéfice du regroupement familial », zoom de jurisprudence (obs. sous arrêt CEDH, *Pajic c/ Coratie*, 23 déc. 2016, n° 68543/13), *JCP G.*, n° 11, 14 mars 2016, 300.
- « Nouvelles précisions sur l'encadrement nécessaire des opérations de surveillances secrète antiterroristes », Zoom (obs. sous arrêt CEDH, *Szabo et Vissy c/ Hongrie*, 12 janv. 2016, n° 37138/14), *JCP G.*, n° 4, 25 janv. 2016, 93.
- « Impossibilité de donner ses embryons conçus par FIV à la recherche scientifique », zoom (obs. sous arrêt CEDH, GC, *Purtillo c/ Italie*, 27 août 2015, n° 46470/11), *JCP G.*, n° 38, 14 sept. 2015, 973.
- « De l'accès à une opération de conversion sexuelle », zoom (obs. sous arrêt CEDH, *Y.Y. c/ Turquie*, 10 mars 2015, n° 14793/08), *JCP G.*, n° 12, 23 mars 2015, 336.
- « Reconnaissance du prénom du parent célibataire adopté en Turquie », veille de jurisprudence (obs. sous arrêt CEDH, *Gözümlü c/ Turquie*, 20 janv. 2015, n° 4789/10), *JCP G.*, n° 5, 2 fév. 2015, 131.
- « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2014) », *RDP*, 2015, p. 829 et s., co-écrite avec F. SUDRE, G. Gonzalez, K. BLAY-GRABARZKY, L. MILANO, B. PASTRE-BELDA, C. PICHERAL, H. SURREL.
- « Impossibilité pour une transsexuelle d'officialiser son changement de sexe sans modifier son statut marital », veille de jurisprudence (obs. sous arrêt CEDH, GC, *Hanninen c/ Finlande*, 16 juill. 2014, n° 37359/09), *JCP G.*, n° 39, 22 sept. 2014, 971.
- « Caractère justifié du rejet d'une demande de regroupement familial », zoom (obs. sous arrêt CEDH, *Biao c/ Danemark*, 25 mars 2014, n° 38590/10), *JCP G.*, n° 15, 14 avril 2014, 461.
- « Le refus d'accorder l'allocation de reconnaissance à un rapatrié de souche européenne n'est pas discriminatoire », veille de jurisprudence (obs. sous arrêt CEDH, *Montoya c/ France*, 23 janv. 2014, n° 62170/10), *JCP G.*, n° 7, 17 fév. 2014, 158.

- « Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (2013) », *RDP*, 2014, n° 3, p. 785 et s., co-écrite avec F. SUDRE, G. Gonzalez, K. BLAY-GRABARZKY, L. MILANO, B. PASTRE-BELDA, C. PICHERAL, H. SURREL.

#### Recension d'ouvrage

Recension de l'ouvrage de L. BURGOUE-LANSEN, *Les 3 Cours régionales in context, La justice qui n'allait pas de soi*, Pedone, 2020, *RDLEF*, 2020, chron. n° 77.

#### TRAVAUX A PARAÎTRE

##### Ouvrages

*Droit européen et international des droits de l'homme*, 16<sup>e</sup> éd., à paraître aux éditions PUF en 2022, en collaboration avec F. SUDRE (dir.), L. MILANO et B. PASTRE-BELDA.

##### Articles dans des revues, contributions dans des ouvrages collectifs

- « Le rôle des justiciables », in M. ROTA (dir.), *La Convention européenne des droits de l'homme : un instrument vivant ?*, à paraître en 2022.
- « L'opinion publique et la Cour européenne des droits de l'homme », à paraître dans la *Revue des droits de l'homme* en septembre 2022.
- « Apartheid », in C. LAURENT-BOUOT, Y. LETUYER, D. THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, à paraître aux éditions pedone en 2022.
- « Asile », in C. LAURENT-BOUOT, Y. LETUYER, D. THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, à paraître aux éditions pedone en 2022.
- « Mort », in C. LAURENT-BOUOT, Y. LETUYER, D. THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, à paraître aux éditions pedone en 2022.
- « Sécurité », in C. LAURENT-BOUOT, Y. LETUYER, D. THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, à paraître aux éditions pedone en 2022.



- « Commentaire du Préambule et des articles 1 à 5 du Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme », in M. BOUMGHAR (dir.), *Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme article par article*, à paraître aux éditions Pedone, (15 pages).
- « Commentaire de l'article 45 de la Convention européenne des droits de l'homme », in M. BOUMGHAR (dir.), *Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme article par article*, à paraître aux éditions Pedone, (28 pages).
- « Commentaire des articles 47, 48 de la Convention européenne des droits de l'homme », in M. BOUMGHAR (dir.), *Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme article par article*, à paraître aux éditions Pedone, (13 pages).
- « Commentaire de l'article 49 de la Convention européenne des droits de l'homme », in M. BOUMGHAR (dir.), *Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme article par article*, à paraître aux éditions Pedone, (10 pages).

#### Chroniques de jurisprudence, veille de jurisprudence

- « Chronique de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », en collaboration avec F. SUDRE, B. PASTRE-BELDA et L. MILANO, à paraître au JCP G. en juin 2022
- Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et droit administratif, à paraître à la RPDV en septembre 2022

